

mercredi, 15 mai 2013 10:14

L'Algérie sous la crainte d'un choc extérieur, par Akli Rezouali

IRIB-L'Algérie, dont le gros des recettes extérieures, soit quelque 98%,...

... tout comme l'essentiel de son édifice budgétaire sont sous-tendus par la grâce d'un baril de pétrole cher, a désormais fort à craindre pour la soutenabilité de ses finances et l'équilibre de sa balance des paiements. Les cours pétroliers mondiaux commencent de nouveau à dévisser sous l'effet conjugué d'un accroissement de l'offre mondiale de brut et d'un signal négatif donné par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui prédit une onde de choc sur les marchés, en réaction au boom du pétrole non-conventionnel nord-américain.



L'Algérie, dont le gros des recettes extérieures, soit quelque 98%, tout comme l'essentiel de son édifice budgétaire, sont sous-tendus par la grâce d'un baril de pétrole cher, a désormais fort à craindre pour la soutenabilité de ses finances et l'équilibre de sa balance des paiements.

Hier encore, rapportaient les agences de presse, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin a baissé à 102,26 dollars sur le marché londonien, perdant ainsi 56 cents par rapport à la clôture de la journée précédente.

S'il est vrai que l'AIE, rompue qu'elle est à la défense des intérêts des pays consommateurs de pétrole, tend plutôt à enfler les perspectives d'un déclin des prix du brut, il n'est pas moins vrai, en revanche, que les cours pétroliers se replient effectivement et que l'économie nationale risque assurément gros. Au train où va, ces dernières années, le rythme de la dépense publique, alimentée essentiellement par la rente pétrolière, il suffit en effet de très peu pour que l'équilibre du budget de l'Etat se rompe.

En juin 2012, faut-il rappeler, l'on tirait déjà la sonnette d'alarme sur la fragilité des finances publiques, alors que les cours pétroliers pointaient pendant un temps sous la barre des 100 dollars.

Loin des discours, strictement politiques, de ministres prêchant les vertus d'une «prudence budgétaire sans austérité», les experts de la Banque centrale, eux, ont fixé tout simplement un seuil de danger pour les budget de l'Etat, soit une rupture certaine de son équilibre sans un cours pétrolier moyen de 110 dollars le baril.

Jeudi dernier, à l'Assemblée populaire nationale, le ministre des Finances, Karim Djoudi, rappelait encore que la tendance à la baisse que connaissent actuellement les cours mondiaux du pétrole incite l'Algérie à adopter «plus de prudence» en matière de politique budgétaire. «Le budget de l'Etat, faisait-il comprendre en des termes très simples, est comme le budget d'un ménage : si on dépense trop et qu'on tire trop fort sur la corde, on va tout perdre.»

Le ministre, qui a assurément raison sur le constat, ne préconise cependant nulle alternative durable à ce triste sort, c'est ce n'est d'éviter à tout prix de nouvelles hausses de salaire. Et de nous assurer au passage que «notre économie traverse déjà un moment crucial parce qu'elle va devoir basculer d'une demande publique à une demande privée (...) pour passer d'une économie quasiment de rente à une économie de production».

En attendant ces lendemains qui chantent, dont nous parle l'argentier du pays, la réalité est qu'aujourd'hui les cours du Brent déclinent, l'AIE pronostique qu'ils déclineront encore davantage avec l'accroissement de l'offre et, pendant ce temps, l'Algérie, hors secteur des hydrocarbures, reste

pratiquement dépourvue de toute compétitivité économique.

Ajouter un Commentaire

Nom (obligatoire)

Adresse email

Url de votre site Web ou Blog

1000 Caractères restants

Recevoir une notification par email lorsqu'une réponse est postée



Rafraîchir

Enregistrer
